

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphanie Martin, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 12 décembre 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de L'Île-Perrot

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE L'ÎLE-PERROT (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 27 août 2021.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations de composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers ni notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers.

Note opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la directions, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette inc.
Société de comptables professionnels agréés
Terrebonne, Québec, 13 juin 2022
1 Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A110120

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	16 538 282	16 600 161	16 303 536
Compensations tenant lieu de taxes	2	216 354	219 598	199 838
Quotes-parts	3			
Transferts	4	272 864	388 378	3 873 184
Services rendus	5	958 756	1 504 869	904 559
Imposition de droits	6	675 700	1 557 979	1 777 450
Amendes et pénalités	7	217 900	148 963	138 165
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	181 200	239 386	180 749
Autres revenus	10	3 544	9 606	51 036
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 064 600	20 668 940	23 428 517
Charges				
Administration générale	14	3 535 281	2 809 663	2 734 232
Sécurité publique	15	3 420 016	3 502 519	3 122 477
Transport	16	5 188 393	4 212 505	3 592 237
Hygiène du milieu	17	2 356 598	4 824 805	4 973 339
Santé et bien-être	18	152 531	134 286	128 051
Aménagement, urbanisme et développement	19	692 127	604 906	609 252
Loisirs et culture	20	2 368 117	2 668 727	2 441 433
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	333 036	221 816	278 980
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 046 099	18 979 227	17 880 001
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 018 501	1 689 713	5 548 516
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 452 545	56 904 029
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		62 452 545	56 904 029
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		64 142 258	62 452 545

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 797 093	3 520 524
Débiteurs (note 5)	2	3 987 583	6 368 841
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	392 000	326 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 176 676	10 215 365
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 830 355	2 303 958
Revenus reportés (note 12)	12	156 338	175 271
Dettes à long terme (note 13)	13	8 165 383	9 158 749
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 152 076	11 637 978
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 024 600	(1 422 613)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	62 311 909	62 957 412
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	528 357	528 357
Stocks de fournitures	20	138 976	251 201
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	138 416	138 188
	23	63 117 658	63 875 158
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	64 142 258	62 452 545

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 018 501	1 689 713	5 548 516
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	2 057 823)	(2 008 220)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	2 676 444	2 702 051	2 671 706
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 275	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 676 444	645 503	663 486
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		112 225	(30 655)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(228)	(132 328)
	13		111 997	(162 983)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 694 945	2 447 213	6 049 019
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 422 613)	(7 471 632)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 422 613)	(7 471 632)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 024 600	(1 422 613)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 689 713	5 548 516
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 702 051	2 671 706
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	4 391 764	8 220 222
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 381 258	(2 936 725)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(473 603)	418 651
Revenus reportés	9	(18 933)	64 068
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(66 000)	(228 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	112 225	(30 655)
Autres actifs non financiers	13	(228)	(132 328)
	14	6 326 483	5 375 233
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(2 056 548)	(2 008 220)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(2 056 548)	(2 008 220)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 349 000	2 015 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 353 600)	(3 247 500)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	11 234	(6 762)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(993 366)	(1 239 262)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	3 276 569	2 127 751
Solde déjà établi	33	3 520 524	1 392 773
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	3 520 524	1 392 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	6 797 093	3 520 524

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 6,96 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal (C.M.M.), organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,20 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10,15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

S/O

E) Revenus**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Ils sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime retraite simplifié offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 797 093	3 520 524
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 797 093	3 520 524
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	816 804	812 815
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 349 000	2 015 000

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	692 145	798 042
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 644 869	2 087 257
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	116 725	2 192 904
Organismes municipaux	15	997 600	453 681
Autres			
▪ DROIT DE MUTATION ET AUTRES	16	473 361	770 432
▪ INTÉRÊT ET PÉNALITÉS	17	62 883	66 525
	18	3 987 583	6 368 841
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	433 547	518 238
Organismes municipaux	20	8 434	8 434
Autres tiers	21		
	22	441 981	526 672
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	84 756	82 804

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	392 000	326 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	392 000	326 000
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	581 000	637 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	3 516	3 322
Régimes de retraite des élus municipaux	42	37 523	41 423
	43	622 039	681 745

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de L'Île-Perrot a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes à 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	477 727	320 853
Salaires et avantages sociaux	48	591 505	1 116 580
Dépôts et retenues de garantie	49	642 643	722 295
Provision pour contestations d'évaluation	50	14 440	29 175
Autres			
▪ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	51	473	5 249
▪ GOUVERNEMENT DU CANADA	52	164	2 568
▪ INTÉRÊTS COURUS SUR LA DETTE	53	58 982	63 858
▪ ORGANISMES MUNICIPAUX	54	44 421	43 380
▪	55		
	56	1 830 355	2 303 958

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	41 304	34 468
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	106 774	114 025
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ TRANSFERT	69	8 260	26 778
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	156 338	175 271

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	3,31	2022	2036	77	8 183 400	9 188 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	8 183 400	9 188 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(18 017)	(29 251)
					87	8 165 383	9 158 749

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		1 070 500			1 070 500
2023	89		907 800			907 800
2024	90		908 300			908 300
2025	91		881 100			881 100
2026	92		894 700			894 700
2027 et plus	93		3 521 000			3 521 000
	94		8 183 400			8 183 400
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	()
	96		8 183 400			8 183 400

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	25 697 241			25 697 241
Eaux usées	105	38 922 317			38 922 317
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	23 976 737			23 976 737
Autres					
▪ PARCS ET TERRAINS DE JEUX	107	6 181 908	147 775		6 329 683
▪ AUTRES INFRASTRUCTURES	108	2 263 319			2 263 319
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	9 752 197			9 752 197
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	2 720 789			2 720 789
Ameublement et équipement de bureau	113	1 581 942	54 387		1 636 329
Machinerie, outillage et équipement divers	114	3 605 428		1 275	3 604 153
Terrains	115	2 767 327			2 767 327
Autres	116				
	117	117 469 205	202 162	1 275	117 670 092
Immobilisations en cours	118	7 461 305	1 855 661		9 316 966
	119	124 930 510	2 057 823	1 275	126 987 058
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	12 921 482	524 293		13 445 775
Eaux usées	121	25 649 959	823 259		26 473 218
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	10 633 152	512 051		11 145 203
Autres					
▪ PARCS ET TERRAINS DE JEUX	123	2 317 896	174 434		2 492 330
▪ AUTRES INFRASTRUCTURES	124	713 787	64 947		778 734
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	4 529 494	285 143		4 814 637
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	2 142 192	88 742		2 230 934
Ameublement et équipement de bureau	129	1 272 940	79 022		1 351 962
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 792 196	150 160		1 942 356
Autres	131				
	132	61 973 098	2 702 051		64 675 149
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	62 957 412			62 311 909

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	528 357	528 357
	140	528 357	528 357
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	528 357	528 357

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ FRAIS PAYÉS D'AVANCE	154	138 416	138 188
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	138 416	138 188

Note**19. Obligations contractuelles****Services municipaux**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

Objet	Échéance	Engagement total	Paiements minimums nets annuels		
			Durée	2022	2023	2024
Évaluation municipale					
3 ans	2024	218 487 \$	72 829 \$	72 829 \$	72 829 \$
Services informatiques					
5 ans	2022	355 031 \$	75 265 \$		
Location système de gestion de la flotte					
5 ans	2022	90 489 \$	18 097 \$		
Location local					
5 ans	2022	122 400 \$	24 480 \$		
Marché public					
5 ans	2023	28 000 \$	5 600 \$	5 600 \$	

20. Droits contractuels

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 118 162 \$ sur une période de 15 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2022	19 191 \$
2023	17 442 \$
2024	15 901 \$
2025	14 298 \$
2026 et	51 330 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Des avis de griefs ont été déposés pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers.

Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de, 16 167 \$ en 2022 et 306 999 \$ en 2025. La ville a comptabilisé un compte à payer de 323 166 \$ afin de rembourser les anciens participants.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers non consolidés, puisque aucun organisme n'est sous son contrôle.

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 538 282	16 600 161		16 600 161	16 303 536	
Compensations tenant lieu de taxes	2	216 354	219 598		219 598	199 838	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	272 864	388 378		388 378	984 206	
Services rendus	5	958 756	1 504 869		1 504 869	904 559	
Imposition de droits	6	675 700	1 557 979		1 557 979	1 777 450	
Amendes et pénalités	7	217 900	148 963		148 963	138 165	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	181 200	239 386		239 386	180 749	
Autres revenus	10		9 606		9 606	21	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	19 061 056	20 668 940		20 668 940	20 488 524	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15					2 888 978	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18					51 015	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21					2 939 993	
	22	19 061 056	20 668 940		20 668 940	23 428 517	
Charges							
Administration générale	23	3 535 280	2 586 121	223 542	2 809 663	2 734 232	
Sécurité publique	24	3 420 016	3 401 984	100 535	3 502 519	3 122 477	
Transport	25	5 188 393	3 580 749	631 756	4 212 505	3 592 237	
Hygiène du milieu	26	2 356 598	3 442 745	1 382 060	4 824 805	4 973 339	
Santé et bien-être	27	152 531	134 286		134 286	128 051	
Aménagement, urbanisme et développement	28	692 127	538 579	66 327	604 906	609 252	
Loisirs et culture	29	2 368 118	2 370 896	297 831	2 668 727	2 441 433	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	333 036	221 816		221 816	278 980	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 702 051	(2 702 051)			
	34	18 046 099	18 979 227		18 979 227	17 880 001	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 014 957	1 689 713		1 689 713	5 548 516	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 014 957	1 689 713	5 548 516
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	)	( 2 939 993)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 014 957	1 689 713	2 608 523
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 702 051	2 671 706
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		1 275	
	8		2 703 326	2 671 706
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 004 600)	1 004 600)	(919 940)
	18	(1 004 600)	(1 004 600)	(919 940)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	380 181)	3 844)	(143 160)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			23 179
Excédent de fonctionnement affecté	21	373 978	373 978	334 799
Réserves financières et fonds réservés	22		(376 774)	(447 799)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(6 203)	(6 640)	(232 981)
	26	(1 010 803)	1 692 086	1 518 785
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 154	3 381 799	4 127 308

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		2 939 993
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(27 957)	(62 641)
Sécurité publique	3	(84 158)	(269 013)
Transport	4	(1 638 809)	(1 225 595)
Hygiène du milieu	5	(174 511)	(130 121)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(132 388)	(320 850)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(2 057 823)	(2 008 220)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	3 844	143 160
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	391 500	754 578
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	556 271	199 668
	19	951 615	1 097 406
	20	(1 106 208)	(910 814)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 106 208)	2 029 179

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 315 317	5 435 843	5 718 181
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 621 882	1 317 500	1 227 754
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	6 078 812	8 277 061	6 445 915
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	273 000	184 053	240 233
D'autres organismes municipaux	10			355
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	23 036	11 235	13 247
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	37 000	26 528	25 145
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 025 346	1 024 956	1 049 308
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			484 625
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 671 706	2 702 051	2 671 706
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ RÉCLAMATIONS ET AUTRES	21			3 532
▪	22			
▪	23			
	24	18 046 099	18 979 227	17 880 001

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 088 828	7 106 491
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 171	427 597
Réserves financières et fonds réservés	3	1 667 596	1 389 593
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(2 172 184)	(1 295 577)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	55 098 847	54 824 441
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	64 142 258	62 452 545
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 088 828	7 106 491
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	9 088 828	7 106 491
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ SURPLUS AFFECTÉ	12	405 552	373 978
▪ FONDATION DU MAIRE	13	928	928
▪ RÉSERVE ARBRES ET HORTICULTURE	14	34 891	34 891
▪ SURPLUS RÉSERVÉ ANNÉE SUBSÉQUE	15	17 800	17 800
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	459 171	427 597
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	459 171	427 597

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ RÉSERVE EAU ET VOIRIE	27 571 874	633 992
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	571 874 633 992
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 095 722	755 601
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	1 095 722 755 601
	48	1 667 596 1 389 593

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
<hr/>		
▪	61 ()(
<hr/>		
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
<hr/>		
▪	68 ()(
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪	73 ()(
▪	74 ()(
<hr/>		
▪	75 ()(
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
<hr/>		
▪	81	
<hr/>		
▪	82 ()(
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 814 561	882 709
Investissements à financer	84 (2 986 745)(	2 178 286)
	85 (2 172 184)	(1 295 577)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 62 311 909	62 957 412
Propriétés destinées à la revente	87 528 357	528 357
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 62 840 266	63 485 769
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 62 840 266	63 485 769
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (8 165 383)(	9 158 749)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (18 017)(	29 251)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 441 981	526 672
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (7 741 419)(	8 661 328)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (7 741 419)(	8 661 328)
	102 55 098 847	54 824 441

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,19 % du salaire en 2021 (9,19 % en 2020). La cotisation de stabilisation s'élève à 1,37 % du salaire en 2021 (1,37 % en 2020). Les cotisations annuelles de la ville sont identiques à celles des participants.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 326 000	98 000
Charge de l'exercice	4 (581 000)(	637 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 647 000	865 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 392 000	326 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 16 910 000	16 193 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (17 115 000)(	16 701 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (205 000)	(508 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 597 000	834 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 392 000	326 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 392 000	326 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 16 910 000	16 193 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (17 115 000)(	16 701 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (205 000)(	508 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 801 000	891 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 801 000	891 000
Cotisations salariales des employés	21 (396 000)(	415 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 405 000	476 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 157 000	137 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 562 000	613 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 876 000	834 000
Rendement espéré des actifs	33 (857 000)(	810 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 19 000	24 000
Charge de l'exercice	35 581 000	637 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 976 000	912 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (857 000)(	810 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 119 000	102 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 39 000	(316 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 267 000	1 586 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 17 362 000	16 385 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 926 000	739 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,34 %	5,31 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,32 %	5,23 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 %	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot a mis en place le 1er janvier 2017, un régime de retraite simplifié pour ses pompiers et ses brigadiers. La contribution de la Ville de L'Île-Perrot est de 1 % du salaire admissible et la contribution de l'employé est volontaire.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	3 516
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	3 322

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	9 201	10 501
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	31 009	35 388
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	6 514	6 035
	123	37 523	41 423
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 531 847	12 576 739	12 212 398
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	12 531 847	12 576 739	12 212 398
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 476 677	1 500 456	1 469 551
Égout	13	901 852	912 693	901 554
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 304 405	1 306 015	1 306 653
Autres				
▪ RÉSERVE EAU ET VOIRIE	16	211 285	200 480	301 403
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	56 736	58 491	56 597
Service de la dette	20	55 480	45 287	55 380
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 006 435	4 023 422	4 091 138
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 006 435	4 023 422	4 091 138
	29	16 538 282	16 600 161	16 303 536

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	17 973	37 398	350
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	17 973	37 398	350
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	56 494	51 883	56 494
Cégeps et universités	36	19 995	18 362	19 936
Écoles primaires et secondaires	37	121 892	111 955	123 058
	38	198 381	182 200	199 488
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	216 354	219 598	199 838
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	216 354	219 598	199 838

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55		29 930	1 874
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58	1 800	1 170	1 744
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	30 000	11 611	
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	3 064	10 836	2 374
Réseau de distribution de l'eau potable	71	18 826	79 064	24 003
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	74 000	139 360	101 798
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85		10 100	
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	7 426	16 330	14 617
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	48 802	1 031	5 222
Autres	91			
Réseau d'électricité				
	92			
	93	183 918	299 432	151 632

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		2 888 978
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité	131		
	132		2 888 978

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	88 946	88 946	94 104
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			738 470
	144	88 946	88 946	832 574
TOTAL DES TRANSFERTS	145	272 864	388 378	3 873 184

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	634 912	588 461	856 374
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	634 912	588 461	856 374
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	161			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	162			
Traitement des eaux usées				
	163			
Réseaux d'égout				
	164	21 000	778 024	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport				
	166			
Tri et conditionnement				
	167			
Autres				
	168			
Autres				
	169			
Cours d'eau				
	170			
Protection de l'environnement				
	171			
Autres				
	172			
	173	21 000	778 024	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	655 912	1 366 485	856 374

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188	250	181	197
Évaluation	189		575	150
Autres	190	4 500	36 011	4 544
	191	4 750	36 767	4 891
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	21 224	11 834	9 946
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	21 224	11 834	9 946
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203	1 000		
Autres	204			
	205	1 000		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	2 400		1 472
Matières recyclables	211	1 900		1 620
Autres	212	4 154		
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	8 454		3 092

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	2 250	1 946	2 207
	225	2 250	1 946	2 207
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	228 566	86 660	26 555
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	1 600	1 177	579
Autres	228	35 000		915
	229	265 166	87 837	28 049
Réseau d'électricité				
	230			
	231	302 844	138 384	48 185
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	958 756	1 504 869	904 559

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	39 400	60 665	35 713
Droits de mutation immobilière	234	636 300	1 497 314	1 741 737
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	675 700	1 557 979	1 777 450
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	217 900	148 963	138 165
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	181 200	239 386	180 749
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	3 544	9 606	51 015
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250			21
	251	3 544	9 606	51 036
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	458 557	423 606		423 606	407 379
Greffe et application de la loi	2	540 453	315 155		315 155	279 997
Gestion financière et administrative	3	1 618 085	977 578	223 542	1 201 120	1 150 820
Évaluation	4	138 089	136 424		136 424	134 825
Gestion du personnel	5	432 445	451 300		451 300	371 572
Autres						
▪ COMMUNICATIONS	6	191 793	162 934		162 934	170 084
▪ AUTRES	7	155 858	119 124		119 124	219 555
	8	3 535 280	2 586 121	223 542	2 809 663	2 734 232
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 557 404	1 559 160		1 559 160	1 316 940
Sécurité incendie	10	1 640 910	1 618 465	100 535	1 719 000	1 501 371
Sécurité civile	11	130 696	145 480		145 480	248 576
Autres	12	91 006	78 879		78 879	55 590
	13	3 420 016	3 401 984	100 535	3 502 519	3 122 477
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 190 073	2 106 486	590 881	2 697 367	2 184 342
Enlèvement de la neige	15	340 663	753 960	10 439	764 399	807 465
Éclairage des rues	16	97 115	64 483		64 483	96 879
Circulation et stationnement	17	69 320	164 598	30 436	195 034	72 646
Transport collectif						
Transport en commun	18	491 222	491 222		491 222	430 905
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	5 188 393	3 580 749	631 756	4 212 505	3 592 237

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	397 568	1 122 518	8 375	1 130 893	880 145
Réseau de distribution de l'eau potable	24	223 842	404 022	410 754	814 776	1 018 926
Traitement des eaux usées	25	367 721	509 143	563 585	1 072 728	1 230 593
Réseaux d'égout	26	79 383	77 620	376 728	454 348	528 195
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	264 928	267 020		267 020	264 334
Élimination	28	266 839	315 193		315 193	315 467
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	374 561	373 278		373 278	344 280
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	278 020	287 323		287 323	301 057
Traitement	32	15 119	15 106		15 106	
Matériaux secs	33	19 743	12 899		12 899	23 963
Autres						
Plan de gestion	35	39 097	39 096		39 096	42 576
Autres	36					
Cours d'eau	37	1 028	1 029		1 029	1 185
Protection de l'environnement						
Autres	39	28 749	18 498	22 618	41 116	22 618
	40	2 356 598	3 442 745	1 382 060	4 824 805	4 973 339
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	127 852	134 286		134 286	125 951
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	24 679				2 100
	44	152 531	134 286		134 286	128 051

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	589 076	443 021	66 327	509 348	515 500
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	99 077	94 332		94 332	92 652
Tourisme	49	3 974	1 226		1 226	1 100
Autres	50					
Autres	51					
	52	692 127	538 579	66 327	604 906	609 252
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	514 648	398 857	68 153	467 010	518 208
Patinoires intérieures et extérieures	54	193 669	103 798		103 798	133 304
Piscines, plages et ports de plaisance	55	123 427	108 007	495	108 502	134 620
Parcs et terrains de jeux	56	464 323	840 750	227 505	1 068 255	867 251
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	213 374	198 541		198 541	117 144
	60	1 509 441	1 649 953	296 153	1 946 106	1 770 527
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	784 629	653 744	1 678	655 422	606 821
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	74 048	67 199		67 199	64 085
	66	858 677	720 943	1 678	722 621	670 906
	67	2 368 118	2 370 896	297 831	2 668 727	2 441 433

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	273 000	184 053		184 053	240 326
Autres frais	70	23 036	11 235		11 235	13 509
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	37 000	19 000		19 000	24 000
Autres	72		7 528		7 528	1 145
	73	333 036	221 816		221 816	278 980
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		2 702 051 (	2 702 051)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	65 593	150 149
Usines de traitement de l'eau potable	2	61 911	24 440
Usines et bassins d'épuration	3	6 855	
Conduites d'égout	4	843	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	550 122	662 635
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	301 567	
Aires de stationnement	9		220 160
Parcs et terrains de jeux	10	107 072	63 375
Autres infrastructures	11	854 497	518 169
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		32 989
Édifices communautaires et récréatifs	14	16 917	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	43 092	
Ameublement et équipement de bureau	18	49 354	29 651
Machinerie, outillage et équipement divers	19		306 652
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 057 823	2 008 220

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	65 593	150 149
Usines de traitement de l'eau potable	24	61 911	24 440
Usines et bassins d'épuration	25	6 855	
Conduites d'égout	26	843	
Autres infrastructures	27	1 813 258	1 464 339
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	109 363	369 292
	34	2 057 823	2 008 220

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	148 500		24 383	124 117
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 512 828		895 526	7 617 302
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	8 661 328		919 909	7 741 419
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	518 238		84 691	433 547
Organismes municipaux	10	8 434			8 434
Autres tiers	11				
	12	526 672		84 691	441 981
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	526 672		84 691	441 981
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	526 672		84 691	441 981
	18	9 188 000		1 004 600	8 183 400
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	9 188 000		1 004 600	8 183 400

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	8 183 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 986 745
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	441 981
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	10 728 164
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	10 728 164
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	244 737
Communauté métropolitaine	18	62 621
Autres organismes	19	931 000
Endettement total net à long terme	20	11 966 522
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	11 966 522
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	72 125	72 148	75 746
Sécurité publique				
Police	4	3 788	3 789	1 971
Sécurité incendie	5	8 952	8 952	9 303
Sécurité civile	6			
Autres	7	11 048	11 049	11 700
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	488 688	488 688	495 192
Cours d'eau	13	1 028	1 029	1 038
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	127 852	134 286	125 951
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	122 311	122 310	146 832
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	94 352	94 353	92 652
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 665	5 664	4 744
Activités culturelles	23	89 537	82 688	84 179
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 025 346	1 024 956	1 049 308

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 057 823	2 008 220
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 057 823	2 008 220

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	17 364,00	723 173	202 622	925 795
Professionnels	2	20,00	35,00	34 336,00	858 530	241 687	1 100 217
Cols blancs	3	29,00	33,00	30 172,00	1 098 659	285 471	1 384 130
Cols bleus	4	48,00	38,00	112 153,00	1 721 976	447 711	2 169 687
Policiers	5						
Pompiers	6	34,00	40,00	39 716,00	779 397	90 800	870 197
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	143,00		233 741,00	5 181 735	1 268 291	6 450 026
Élus	9	9,00			254 108	49 209	303 317
	10	152,00			5 435 843	1 317 500	6 753 343

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		10 836			10 836
Réseau de distribution de l'eau potable	13		79 064			79 064
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16		298 478			298 478
	17		388 378			388 378

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	41 207	49 145
	4	41 207	49 145
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		824
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		824
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	97 303	121 929
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	97 303	121 929
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	40 907	47 130
Réseau de distribution de l'eau potable	17	22 165	28 016
Traitement des eaux usées	18	10 065	13 780
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	73 137	88 926
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	5 553	11 880
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 616	6 276
Autres	38		
	39	10 169	18 156
Réseau d'électricité			
	40		
	41	221 816	278 980

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
SÉGUIN PIERRE	Maire	63 054	17 401		
PELLETIER NANCY	Conseiller	18 544	9 272		
COMEAU KIM	Conseiller	18 544	9 272		
LADOUCEUR DENIS	Conseiller	4 711	2 318		
BÉRUBÉ KARINE	Conseiller	16 071	10 879		
DESLAURIERS MARC	Conseiller	18 544	9 272		
AUCLAIR MATHIEU	Conseiller	13 908	9 797		
LABBÉ GABRIELLE	Conseiller	19 294	9 272		
L'HEUREUX PIERRE-YVES	Conseiller	3 091	1 545		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			1 500 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	3	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input type="checkbox"/>	6	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12			\$
Ligne 14 : Débiteurs	13			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15			\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 31 749 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 1 550 \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60

b) Date d'adoption de la résolution

61

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 11/07/259
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2011-07-12
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 2
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 1
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 1
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 409
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 169
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 1
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | \$ |
| | 83 | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la
Ville de L'Île-Perrot
Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la VILLE DE L'ÎLE-PERROT (Ville), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette inc.

Société de comptables professionnels agréés

Terrebonne, 13 juin 2022

1 Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A110120

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	16 600 161
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	1 550
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	14 735
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	1 550
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 457 497
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	58 491
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	15 100 458

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 302 317 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 306 877 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 304 597 650

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,1575/ 100 \$
--	----	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12 13

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 15 16

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 21 22

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-12-13

Nom du signataire : Zoé Lafrance

Date de transmission au Ministère : 2022-12-19